

Urgent : Votre (ré)affiliation au RWF-RBF !

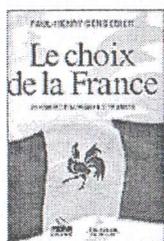
Indiquez clairement votre nom et votre adresse, ainsi que la mention : cotisation R.W.F 2002. Dès réception de votre versement sur le numéro de compte de votre section ou, en espèces, auprès de votre responsable d'arrondissement (liste complète sur le site internet), vous recevrez la carte de membre. Les nouveaux membres peuvent verser sur le compte du Secrétariat Général : 000-0700633-02. Le montant des cotisations est fixé comme suit :

Etudiant – chômeur – retraité : 9 EUR
Membre ordinaire : 18 EUR
Membre d'honneur : à partir de 25 EUR

Les élections approchent ! Vous désirez en faire plus ?
C'est pour vous que le RWF a créé le fonds de combat 000-0655686-63.

Adresse de contact

RWF-RBF – BP 28 – 1050 Ixelles 1
Secrétariat Général : Baudouin Dunesme, 197 avenue Molière, 1050 Bruxelles
<http://www.ifrance.com/rwf>
Courriel : rwf@ifrance.com



Dans les bonnes librairies, le nouveau livre de Paul-Henry Gendebien : « Le Choix de la France, un avenir pour la Wallonie et Bruxelles ». Editions Luc Pire.

... *L'auteur s'acharne à faire preuve de raison plutôt que de passion* ...
(Luc Delfosse, Le Soir, 4.1.2002)

... *Le raisonnement est imparable* ... (Isabelle Philippon, Le Vif-L'Express, 1.2.2002)

... *Il ne s'agit pas d'un pamphlet extrémiste mais d'un essai politique sérieusement argumenté* ... (Père Ubu, 24.1.2002)

... *Une lecture profitable aux militants wallons eux-mêmes pour raffermir leur cohérence doctrinale* ... (Jacques Rogissart, revue Wallonie-France, janvier 2002)

... *Cela devient sérieux* ...

(Didier Caudron, La Meuse – La Nouvelle Gazette, 8.1.2002)

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.-R.B.F.

Belgique - België
P.P.
1420 Braine-l'Alleud 1
n° 6/68910

M. Philippe Lenaerts
48 avenue Jean Palfyn
1020 Bruxelles

RASSEMBLEMENT WALLONIE-FRANCE

Rassemblement Bruxelles-France



- **La Belgique, un mensonge d'Etat permanent !**
- **Copernic ou les « sévices publics »**
- **François Perin adhère au RWF-RBF**
- **Di Rupo fait fausse route**
- **Succès de notre 3ème Congrès**
- **La presse fait bon accueil au « Choix de la France »**

Trimestriel – Troisième année –
n° 12 - mars 2002
Parution : mars - juin -
septembre - décembre
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud
Editeur responsable :
Paul-Henry GENDEBIEN
BP 28 - 1050 Ixelles 1
<http://www.ifrance.com/rwf>
Courriel : rwf@ifrance.com

La Belgique, un mensonge d'Etat permanent !

Editorial de Paul-Henry Gendebien, président du RWF-RBF.

Le gouvernement Verhofstadt-Michel se constitua en 1999 dans un invraisemblable climat d'euphorie néo-belgiciste. Du côté flamand, il n'y avait là qu'habileté tactique : caresser la brebis wallonne dans le sens de la laine. Du côté francophone, c'était un mélange d'inculture politique, de naïveté plus ou moins délibérée, et d'un intense désir de plaire à cette partie de l'opinion qui n'aspire qu'à être trompée. La mise en scène, pourtant orchestrée avec la complicité du Palais royal et de la RTBF, fit bientôt long feu. On s'aperçut en effet que la Communauté française allait tomber en faillite. Pour la sauver, il fallut à tout prix trouver des milliards fédéraux. Ce fut la méchante pièce de la Saint-Polycarpe, avec son cortège d'humiliations pour les francophones.

A Bruxelles, on prostitua des principes démocratiques contre de l'argent, on érigea la mendicité au rang de stratégie, on livra encore plus la périphérie (et les Fourons) au bon vouloir de la Flandre.

On accepta aussi de s'avancer toujours plus loin dans l'organisation d'un profond différentiel fiscal et social entre les régions (dans les domaines de l'impôt sur les revenus, de la radio-redevance, des droits de succession, des droits d'enregistrement, de l'assurance-dépendance, de la prime complémentaire pour réduction du temps de travail, etc.). Demain viendra le tour des conventions collectives du travail, de l'index, de l'impôt sur les sociétés, de secteurs entiers de la sécurité sociale, de la SNCB...

Nous constatons la puissance de la logique autonomiste flamande. C'est un fait. Ce que nous dénonçons, c'est l'absence de stratégie des francophones et donc leur paralysie. La Wallonie et Bruxelles doivent refuser d'être usées à petit feu par une Flandre qui voudrait leur dicter les conditions du divorce, ses conditions, au moment et dans les formes qu'elle choisira. Monsieur Di Rupo, cessez de faire croire aux Wallons qu'ils ont besoin de monarchie comme de pain ! Monsieur Maingain, n'essayez plus de faire croire

aux Bruxellois que vous les défendez alors que vous les trompez à la Chambre tous les jeudis en votant la confiance à M. Verhofstadt ! Monsieur Michel, renoncez à votre rêve de devenir Premier Ministre belge et abandonnez dès lors votre posture d'otage de la Flandre !

Aujourd'hui, la Belgique n'est plus qu'une bombe à retardement. Il n'y aura pas de pacification dans le cadre belge, car c'est la Belgique elle-même qui est la cause du conflit entre Wallons et Flamands. En cachant cette vérité au peuple, on organise un mensonge d'Etat permanent. Comme nous l'avions annoncé, le « communautaire » revient au galop. (Et le « communautaire » n'est qu'une expression convenue visant à édulcorer la dualité mortelle de l'Etat belge). En sommes-nous responsables ? Le RWF-RBF n'est pas une entreprise de division de l'Etat belge. Ce serait nous prêter une puissance que nous n'avons pas ! A vrai dire, c'est l'Etat lui-même qui se divise tout seul, tous les jours, irrémédiablement, irrévocablement.

Nous avons la lucidité d'en prendre acte. Et nous avons le courage de proposer aux Wallons et aux Bruxellois une issue pacifique et digne, à savoir la solution française. Construire notre avenir avec la France, c'est garantir **notre sécurité** collective, économique et sociale. Nous offrons ainsi un cadre politique stable et un grand espace humain et culturel, conforme à nos affinités et à nos aspirations.

Il y a dans notre projet une simplicité, une évidence, une logique qui en font la force. Beaucoup de nos concitoyens commencent à le comprendre. Veillons à rester un rassemblement et à nous consacrer à l'essentiel, je veux dire à la grande cause qui nous anime et nous réunit. Notre fierté, c'est d'avoir une ambition pour 4,3 millions de Wallons et Bruxellois. Notre audace, c'est de faire dévier de leur cours les fleuves de la résignation... Comme le disait Bergson, « l'avenir ne sera plus ce qui va arriver, mais l'avenir sera ce que nous allons faire. »

Copernic ou les « sévices » publics.

Steve Jacob, Secrétaire général adjoint.

En ces temps de dérégulations accrues de l'administration, il est nécessaire de se rappeler que Guy Verhofstadt avait, dans sa déclaration gouvernementale, mis l'accent sur la rénovation de la Fonction publique. En relisant ce texte, qui date de juin 1999, il est évident que le gouvernement arc-en-ciel a triplement menti et abusé les citoyens.

Premièrement : le pacte de dépolitisation de l'administration que tous les partis qui forment l'actuelle majorité s'étaient engagés à signer n'a à aucun moment été mis à l'ordre du jour comme si les libéraux revenus au pouvoir voulaient tout d'abord recolorer l'administration en bleu ! En témoigne le nombre impressionnant de nominations politiques à la tête de la "nouvelle fonction publique" : Luc Coene (chef de cabinet de Guy Verhofstadt), Eric Peffer (directeur de cabinet d'Hervé Hasquin), Marc Van Hemelrijk (chef de cabinet de Luc Van den Bossche), Frank Robben (ex-membre du cabinet de Jean-Luc Dehaene), Pierre Verkaeren (proche de Gérard Deprez) ... Comme en témoigne encore la rocambolesque histoire de la directrice financière de la KUL, évincée alors qu'elle avait obtenu le meilleur résultat, ce ne sont pas les compétences qui justifient les recrutements mais uniquement l'appartenance politique du candidat.

Deuxièmement : sous couvert de modernisation, le ministre de la Fonction publique fédérale, Luc Van den Bossche, est en train de déstructurer et de flamandiser l'administration fédérale en la confiant à des « top manager » sélectionnés par des consultants privés qui eux aussi profitent largement de la situation en n'hésitant pas à facturer une journée de prestation 1.240 EUR (50.000 francs). Doit-on rappeler que ces consultants ont recruté, Frans Rombouts, l'ancien administrateur délégué de la Poste démissionné pour sa gestion calamiteuse mais indemnisé à hauteur de 2,48 millions

d'EUR (100 millions de francs) ?

Troisièmement : les privatisations entamées dans les années 90 par Elio Di Rupo (alors considérées comme des consolidations stratégiques) se sont accrues et ne présagent rien de bon pour le futur. En effet, après la Sabena, il est évident que ce sont la Poste et la SNCB qui vont connaître leur chant du cygne. Sur ce point, il est déplorable de constater que les alliés objectifs de ces capitulations sont les socialistes mais surtout les écologistes qui, arrivés au pouvoir, ont montré leur vrai visage néo-libéral en délaissant les usagers des transports en commun. Nous assistons à une marchandisation de l'ensemble des missions d'intérêt général qu'un Etat digne de ce nom se doit d'assumer pleinement. En un mot, comme le mentionne un ancien Commissaire général du Plan français : « la substitution du client au citoyen, c'est ce par quoi le service public cesse d'être un problème politique et moral pour devenir une simple question technique ».

Ce sombre tableau a amené le Bureau exécutif du RWF-RBF à demander que soit entamée une réflexion approfondie sur les services publics. A cette fin, il m'a confié la tâche d'animer, à l'instar des groupes de travail relatifs à l'enseignement ou aux questions économiques et sociales, une équipe chargée d'étudier le service public « à la française » et d'entamer une comparaison avec les systèmes administratifs de l'Hexagone. Je profite de cette occasion pour inviter tous ceux qui souhaitent participer à ce travail à se faire connaître auprès du Secrétariat général (BP 28 – 1050 Ixelles 1 ou rwf@ifrance.com).

UNE ECHEVINE FLAMANDE A WATERMAEL-BOITSFORT !

Ce mardi 19 février, une délégation du RWF-RBF a distribué à l'entrée de la maison communale de Watermael-Boitsfort une centaine de tracts aux mandataires et à un public nombreux et sensibilisé. Il s'agissait de fustiger la double attitude du PRL-FDF qui s'autoproclame champion de la défense des Francophones tout en cédant aux ukases de la Flandre.

UN PARTI QUI VIT ET QUI TRAVAILLE

- Les nouvelles affiliations au RWF-RBF se multiplient. Soulignons tout particulièrement celle de **François PERIN**, une grande figure du Mouvement wallon. Depuis toujours, il a été convaincu de la nécessité d'une réunion de la Wallonie à la France. Son adhésion à notre parti a été unanimement saluée par notre bureau Exécutif. De même, **Charly TALBOT**, de Vielsalm, s'est affilié récemment. Ancien député RW de Liège, il avait représenté la Basse-Meuse à la Chambre. Son adhésion nous réjouit. Il faut aussi faire état d'un autre ralliement important, celui du brillant militant réunionniste **Pierre-René MELON** qui fut tête de liste à la Chambre pour le groupe « France » en 1999, à Liège. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels son « Petit glossaire de la sous-France » et son récent « Histoire imaginaire de la Première république liégeoise » (Ed. du CEFAL, 2001).
- Tous les comités d'arrondissement procèdent, depuis le 15 janvier et jusqu'au 15 mars, au renouvellement, par élection, de leurs responsables. Cette **consolidation des structures démocratiques** du RWF-RBF se fait en application des statuts du parti adoptés par notre Congrès du 8 décembre 2001, à Namur. Les statuts peuvent être obtenus sur demande dans les arrondissements ou au secrétariat général. La composition des nouveaux bureaux sera publiée dans nos prochaines éditions.
- C'est avec regret que nous annonçons le décès de M. **Elie JEHU**, de Thuin, militant wallon et francophile. Il était le père de notre ami Bernard Jehu, ancien Président des Jeunes du RW.

Soirées publiques avec la participation du Président :

- **Mardi 5 mars, 19 h 30 à La Louvière**
Avec Paul-Henry Gendebien, l'ancien député Guy Piérard et Baudouin Dunesme, Taverne « La Grattine », 4 rue de la Grattine, La Louvière (près de Cora-City)
- **Mardi 12 mars à 19 h 30 à Tournai, Maison de la Culture**
Avec Paul-Henry Gendebien et Jean-Noël Marquereucq
- **Mardi 23 mars, à 19 h 30, à Huy**
au restaurant « L'oreille cassée », dîner-débat avec Paul-Henry Gendebien (rens. Marc Philippe : 019/33.15.15)

La noble illusion d'être Belge.

L'article de Luc Delfosse consacré au manifeste de Paul-Henry Gendebien (Le Soir du 4 janvier) a suscité le débat parmi les lecteurs du Soir. Pour les lecteurs de Trait d'Union, nous en reproduisons quatre.

Cher lecteur de Dison, vous qui ne voulez pas devenir citoyen d'un sous-département croupion de l'Hexagone (M. Debouny, "Le Soir" du 8 janvier), que voulez-vous au juste ? Voulez-vous rester Belge ou voulez-vous être Wallon autonome, voire indépendant ?

Si vous voulez garder la noble illusion d'être Belge, façon Roi-Chevalier, il vous faudra adopter le silence des agneaux et boire jusqu'à la lie le calice de Mère-Flandre attendant d'assumer son destin propre. Exemples : les rouages du pouvoir dit fédéral dans ses seules mains et sans alternance, la Poste aux managers de son terroir (celui qui rate est remplacé par un autre du même berceau), la SNCB à M. Schouppe (normal, cela roule si bien), la perpétuité du boléro circulaire de Peeters, une sous-Sabena déjà boudée par le pouvoir du Nord, le troc interminable, c'est-à-dire pas terminé, du refinancement de nos écoles et celui plus meurtrier encore de la sécurité sociale. (...)

Par contre, si vous voulez être autonome ou indépendant, sans Bruxelles natuurlijk, il vous faudra vous faire à un P.I.B. juste en dessous de celui du Portugal actuel. Ce ne sont pas nos anciens fleurons industriels évanouis, ni nos banques, toutes passées, sauf la KBC, sous contrôle étranger, qui pourront y changer grand-chose...

Alors, cher lecteur de Dison, vous qui n'avez, quoi que vous en disiez, jamais vraiment vu la France, il vous faudra aller découvrir toutes ses régions, étranglées, dites-vous, par le jacobinisme féroce de Paris, et les comparer à la santé chancelante de ce qui fut la dorsale industrielle wallonne. Alors seulement, vous pourrez choisir d'ancrer nos provinces amaigries sur un repli frileux, sous la houlette de leurs bergers de toujours, ou de les faire adhérer à la vie parfois exaltée d'un grand pays de débats et de passion, un pays qui est aussi celui de notre culture et de notre langue, n'en déplaise à certains.

H. Dupont (Tournai)

Que ferons-nous quand la Flandre divorcera ?

Paul-Henry Gendebien ose poser officiellement la question qui est de plus en plus brûlante : que feront les Wallons et les Bruxellois lorsque le gouvernement flamand fort de la prospérité et du dynamisme de la Flandre décidera - unilatéralement - de proclamer son indépendance ? M. Gendebien par ses analyses et sa proposition montre qu'il est lucide et plus courageux que nos dirigeants passés et présents qui connaissent ce danger - annoncé depuis plus de 50 ans - de la mise à mort de la Belgique, mais qui continuent à vivre comme si cette menace n'existait pas.

M. Gendebien et ses amis proposent une double solution : le Rassemblement Wallonie-France et le Rassemblement Bruxelles-France. Est-ce un crime ? D'autres luttent depuis 1940 pour un autre projet, la création d'une Wallonie libre ? Est-ce aussi un crime ? Les Européens ont bien accepté le rassemblement de l'Allemagne. La disparition de la petite Belgique serait-elle plus menaçante pour l'Europe que la disparition de l'URSS et de la Tchécoslovaquie ? Restons modestes

Il devient urgent que nos responsables politiques wallons et bruxellois, de tous bords, prennent enfin leurs responsabilités et nous indiquent les voies possibles, selon eux, pour notre avenir. Il serait temps aussi qu'ils cessent de nous prendre pour des arriérés et des aveugles accrochés définitivement à cette Belgique, même fédérale, dans laquelle il ne se passe pas un jour sans que nous soyons menacés par les Flamands.

André Van Albroeck (Rixensart)

Réunionisme Wallonie- France, pourquoi pas ?

Le courrier des lecteurs que vous avez reçu de la part de MM. Eric Smets et Edmond Debouny (NDLR : dans nos éditions du 8 janvier) m'a interpellé à plus d'un titre. Tout d'abord, je pense que M. Smets pose des questions judicieuses, dont l'utilité première est de nous faire réfléchir à propos du devenir du Royaume de Belgique. Il est vrai également, comme il l'affirme, que l'idée rattachiste, ou autrement

dit, réunioniste, prend de plus en plus de place dans l'esprit des Wallons. Cette nouvelle manière d'appréhender l'avenir de la Wallonie me réjouit particulièrement, car moi qui me croyais seul à penser ainsi, je me rends compte que ce choix de la France est fait par beaucoup d'autres de mes concitoyens francophones; à juste titre, puisqu'il s'agit d'une option raisonnable. La France, c'est le choix de la raison, mais aussi, il faut le dire en toute honnêteté, celui du cœur. Ensuite, en ce qui concerne la réaction de M. Debouny, je suis étonné quand il écrit que la réunion à la France signifierait "devenir citoyen d'un sous-département croupion de l'Hexagone". Je me rends souvent en vacances en France, notamment en Bretagne, et après de nombreuses années, je n'ai pas du tout l'impression que les Bretons vivent à la traîne de Paris, manquant de moyens et de richesses. M. Debouny utilise des clichés éculés : "l'impérialisme parisien" appartient au passé. Ses a priori négatifs lui masquent l'évidence de la juste décentralisation française.

Oui, soyons novateurs dans notre façon d'envisager notre avenir et pensons à la France. Pourquoi pas ?

Pierre Duchâteau (Saint-Séverin)

Ne souriez pas quand on parle de réunionisme.

J'ai été très étonné d'enfin pouvoir lire quelques lignes de présentation des idées réunionistes défendues politiquement par le R.W.F de M. Gendebien. L'article paru dans « Le Soir » de vendredi était excellent (...). Le ton était un peu léger, donnant à penser que nous avons affaire à de joyeux illuminés, alors que l'idée rattachiste se développe de plus en plus dans la population wallonne. Posons-nous les vraies questions concernant l'avenir de notre pays :

- Pensez-vous que les relations entre Wallons et Flamands vont en s'améliorant, se détériorant, ne se modifient pas ?
- Pensez-vous que les Flamands ont un plan d'avenir, un projet pour leur futur, et que celui-ci aura toujours pour cadre la Belgique actuelle ?
- Pensez-vous que les francophones ont un plan d'avenir, un projet pour leur futur en cas d'éclatement de la Belgique actuelle ?
- Pensez-vous que les francophones ont le devoir de défendre leurs droits

et intérêts même si cela doit indisposer les Flamands ?

— Pensez-vous que les francophones ont le devoir de défendre leurs droits et intérêts même si cela doit nous conduire vers la scission de la Belgique actuelle ?

— En cas d'éclatement de la Belgique actuelle, pensez-vous que pour les francophones, la meilleure solution politique, économique et sociale serait de : rester belges à eux tout seuls, créer une Wallonie indépendante se réunir à la France ?

— Pensez-vous que d'opposer à la volonté séparatiste flamande l'existence d'une solution forte pour les francophones, celle d'une réunion à la France soit une chose positive ou négative ?

Lorsque l'on mène ce type de réflexion avec un minimum d'honnêteté intellectuelle, on n'a plus envie de sourire lorsque vous parlez de rattachiste.

Eric Smets (Aywaille)

François Perin au Rassemblement Wallonie-France.

Réitérant sa déclaration : *il n'y a pas de place dans ce petit royaume pour deux nations: la flamande étouffera la belge*, faite en 1980, lors de sa démission de son poste de sénateur, François Perin vient d'adhérer au Rassemblement Wallonie-France et Bruxelles-France de Paul-Henry Gendebien. Des retrouvailles pour cet ancien ministre qui côtoya Gendebien au sein du Rassemblement wallon.

C'est mon deuxième fils spirituel après Jean Gol, affirme François Perin âgé de 81 ans et qui insiste :

Je ne prendrai aucune fonction dirigeante. Je ne veux pas apparaître comme un vieux crocodile. Mais ce parti est nécessaire pour que l'opinion publique sache qu'il y a, pour la Wallonie et Bruxelles, une réponse à l'éclatement prochain de la Belgique : le rattachement à la France.

François Perin avait commencé sa carrière politique au parti socialiste. Avant de rejoindre le RWF-RBF, il était affilié au PRL. (Ph. Bx.)

Le Soir, 13.2.2002

Un souhait : que chaque militant se fasse un devoir d'affilier au moins deux nouveaux membres en 2002. L'Histoire nous donnera raison mais nous devons l'aider !

A MEDITER

- Réagissant à la déplorable absence de politique du livre en Communauté française, « *Comme tant d'autres, je demande l'asile culturel à Paris* » (Caroline Lamarche, excellente romancière et membre du jury du Prix Rossel, dans *Le Soir* du 29.1.2002)
- « *Les Wallons considèrent qu'ils constituent un département français* » (Philippe Geluck, sur France 3, 1.2.2002)
- « *Ce qu'il faut redouter, ce n'est pas tant la force flamande que la faiblesse francophone* » (Paul-Henry Gendebien, *Splendeur de la Liberté*, 1999, p. 129)



COMMENT S'ABONNER A LA REVUE WALLONIE-FRANCE ?

Wallonie-France est une revue bimestrielle réunioniste de haute tenue intellectuelle. Elle publie d'intéressantes analyses et réflexions. Indépendante des partis politiques et notamment du RWF, elle est patronnée par d'éminentes personnalités de sensibilités diverses, son équipe rédactionnelle est animée par Jacques LIENARD (49B, avenue de Gerlache, 4000 Liège – 04.253.26.47).

Nous engageons nos membres et, d'une manière générale, nos lecteurs, à s'abonner à Wallonie-France.

Abonnement : simple = 15 EUR
soutien = 20 EUR
étudiant = 8 EUR

à verser au compte 068-2271983-76 de Wallonie-France à 4130 Esneux Tilff

La Belgique au bord de l'éclatement institutionnel

A propos d'une intervention d'Elio Di Rupo lors de l'émission « Mise au point » le 20 janvier 2002.

Article de Jacques Debaes, membre du Bureau du Brabant wallon.

Le 20 janvier dernier, lors de l'émission « Mise au point » de la RTBF, un journaliste du *Standaard* a soulevé la question du blocage, par le gouvernement wallon, de l'initiative flamande en matière de crédit-temps¹. Celle-ci vise à accorder aux travailleurs flamands une indemnité complémentaire, en sus de celle octroyée au niveau fédéral.

Selon ce journaliste, le fait que des syndicats socialistes et un Premier ministre socialiste (ndlr : Jean-Claude Van Cauwenberghe) bloquent une avancée sociale en faveur des ouvriers et employés, que le gouvernement flamand est disposé à financer, est unanimement ressenti comme « inacceptable » en Flandre. Suit une longue réponse d'Elio di Rupo dans laquelle on relève quelques propos bien éclairants :

« Le gouvernement flamand, pour un certain nombre de dossiers, bloque aussi... »

Je pense à la SNCB... je pense à la Justice bruxelloise... Ce qui est plus grave, dans la question évoquée, ce n'est pas tant les francs et centimes concernés, c'est que dans ce pays, on est toujours au bord de l'éclatement institutionnel... et les accords interprofessionnels entre patrons et syndicats sont véritablement les éléments d'un ciment de ce pays... »

« La Flandre est une Région riche, et je l'en félicite..., et certains néerlandophones disent : « arrêtons ces négociations interprofessionnelles au niveau fédéral et tirons notre plan nous-mêmes... »

Quand le gouvernement flamand dit non pour la DAT, c'est simplement l'incapacité, la non-volonté d'un certain nombre de responsables de mettre de l'argent dans une entreprise parce qu'elle est fédérale... mais le jour où les négociations entre patrons et syndicats deviendraient régionalisées, c'est le pays qui va aller vers des formes d'autonomie. Les néerlandophones en grand nombre veulent l'autonomie de la Flandre et nous irons peut-être vers une République de Flandre... »

¹ Crédit-temps : formule nouvelle adoptée au niveau fédéral remplaçant depuis le 01.01.2002 la pause-carrière et octroyant une indemnité mensuelle aux travailleurs arrêtant leur activité pendant un an.

Elio Di Rupo a incontestablement une vision claire de l'avenir de la Flandre. Le seul avenir, hélas, qu'il envisage pour les francophones, c'est celui d'une Belgique dominée par la Flandre.

La défensive est, par conséquent, pour lui, la seule attitude praticable : consentir à des concessions lâchées, si possible, au compte-gouttes, quand c'est nécessaire, pour obtenir des maîtres l'une ou l'autre petite compensation qui sera bien entendu présentée au public comme une conquête faisant partie d'un « compromis équilibré ».

Il faut bien gagner du temps ! Mais, à terme, de compromis en compromis, la bataille n'est-elle pas déjà perdue ?

Comment expliquer dès lors ce comportement ? Dans quel camp est-il ? Elio Di Rupo espère-t-il vraiment pouvoir indéfiniment contenir les avancées flamandes ? Le pessimisme même de ses déclarations démontrerait plutôt le contraire. A-t-il l'intention, en fonçant dans le mur les yeux grands ouverts, tel un kamikaze se sacrifiant pour l'Empereur, de se battre jusqu'au dernier Wallon pour maintenir à n'importe quel prix une Belgique quelle qu'elle soit, même réduite à une carcasse vide enfermant pour toujours dans le Benelux une Wallonie devenue protectorat flamand ?

Où est donc l'esprit républicain du PS ? Où sont passés dans ce parti les amis de la France ? S'il en existe encore, pourquoi se taisent-ils ? Que de temps perdu !

LA RTBF AU SERVICE DU REGIME

La nomination à la tête de notre télévision d'Etat de Philippot, l'homme des socialistes bruxellois, en remplacement de Druitte, le larbin de Di Rupo, a fourni une belle démonstration de nouvelle culture politique ! Une des monnaies d'échanges : la direction de l'information passera sous contrôle écolo avant la période électorale. Consolation pour le citoyen : la nomination de Philippot s'est déroulée dans les règles de l'art. C'est du moins ce qu'affirme le bureau d'avocats Uyttendaele, Gérard & Doutrelepon consulté sur le dossier. Uyttendaele ?

Et oui, c'est le mari de Laurette qui a légitimé ce marchandage ! Une fois encore, le serpent se mord la queue. Face à de telles pratiques, Gendebien risque de détenir longtemps le record de l'homme politique le mieux censuré par la *Rtbeauf*. Malgré un bon congrès et un livre de qualité, notre Président n'a pas bénéficié d'une seule seconde d'antenne télé.

LE 8 DECEMBRE 2001 A NAMUR : SUCCESSIONS DE NOTRE TROISIEME CONGRES !

C'est **Claude Henrard**, vice-Président du Parti, qui a présidé le troisième Congrès du RWF-RBF qui se déroulait à Namur le samedi 8 décembre 2001. Une occasion pour les deux cents militants et observateurs de reprendre contact avec d'autres sections et d'élire dans la foulée le Président et le Secrétaire Général. C'est sans réelle surprise que **Paul-Henry Gendebien** et **Baudouin Dunesme** ont été reconduits dans leurs fonctions dirigeantes (avec un beau score de 94 %).

Après le mot de bienvenue de **Claude Henrard**, le Docteur **Eric Mertens**, au nom de l'arrondissement de Namur, prend la parole. Peu après les statuts du Parti sont adoptés sans amendement. Il est vrai que cela faisait plusieurs mois que toutes les sections et le Bureau Exécutif du Parti étaient sur la brèche.

Marc Philippe, coordinateur de la cellule économique et sociale (il en existe deux autres consacrées à l'enseignement, à la fonction publique et aux services publics) présente avec force et rigueur son premier « rapport d'orientations pour un programme économique en vue d'une meilleure intégration dans la République ».

Jeannine Dumoulin rappelle dans son intervention que la place des femmes dans le monde politique est encore chichement comptée. Le Président **Paul-Henry Gendebien** assure qu'il veillera à valoriser encore plus les femmes au sein du Parti.

Baudouin Dunesme, Secrétaire Général, démontre la spécificité du combat des Bruxellois et la nécessaire solidarité avec les Wallons.

André Libert pour sa part appelle non sans lyrisme à unir la destinée de la Wallonie à la République : « *Nous croyons en la ferme et irrésistible conquête de notre destin français. C'est seulement au sein de la nation française que nous pourrions réaffirmer notre génie spécifique. L'heure du choix va carillonner aux tours de Notre-Dame, soit s'unir à la France, en compagnie de Bruxelles, si Bruxelles le veut, soit se résigner à l'assimilation flamande ou à l'exil. Les Francophones de Flandre ont été étouffés à l'exemple du Matin d'Anvers ou de La Flandre Libérale. Ceux des Fourons sont gravement menacés à cause de la lâcheté de nos gouvernants. Demain les Francophones de la périphérie feront l'objet de nouvelles offensives flamandes comme à Meise où nous ne possédons même plus les racines d'un seul arbre et où les collections iront à la Flandre. Et quid du sort de la cinémathèque, de l'Albertine, bibliothèque qui n'a plus de royale*

que le nom, du triste sort du CEGES (centre d'Histoire), de la Bibliothèque des Archives Générales ? Autant de bijoux de famille que la Flandre engrange ou à défaut piétine. »

En point d'orgue à un Congrès ressenti par les participants comme très mobilisateur, **Paul-Henry Gendebien** analyse la situation politique en pointant du doigt toutes les promesses non tenues par Michel et consorts : nouvelle culture politique, meilleure gestion de l'Etat, pacification communautaire... Le Président clôture sur une note d'espoir : « *Dans l'espace français, nous allons retrouver la solidarité et la dignité. Nous n'y entrons pas comme des mendiants, la corde au cou. Nous y venons de notre plein gré, avec nos atouts, nos richesses de toutes sortes, nos entrepreneurs, nos artistes, nos enseignants, nos fonctionnaires, nos jeunes aussi et surtout. Nous apportons nos talents humains, mais aussi nos infrastructures, nos secteurs de pointe, notre position hautement stratégique au coeur de l'Europe. Et cela vaut tout autant de Bruxelles que de la Wallonie. »*



• *Recours contre la Saint-Polycarpe*

Texte envoyé sous forme de communiqué de presse le 28.6.2001.

Le Rassemblement Wallonie-France (RWF-RBF) soutient sans réserve les actions en justice menées par les six bourgmestres de la périphérie et des centaines de citoyens contre le scandaleux maquignonnage institutionnel de juin dernier. Il estime cependant que le FDF est particulièrement mal placé pour relayer ces plaintes.

En effet, chaque semaine, Monsieur Maingain et ses coreligionnaires renouvellent au parlement leur confiance à un gouvernement belgo-flamand. Et pourtant, plus que toute autre majorité, l'arc-en-ciel a encouragé la flamandisation et la politisation systématiques des rouages de l'Etat. Pour exemple, les sept administrateurs nommés à la tête de la « nouvelle » Fonction publique sont tous néerlandophones. Dans les communes bruxelloises, le FDF accepte la désignation d'échevins flamands surnuméraires et inutiles en échange de quelques millions d'euros, ce qui revient à monnayer les principes fondamentaux du suffrage universel. Malgré ses rododromes acrobatiques, ce parti reste un fidèle allié du régime.

Pour résoudre ses contradictions, le FDF n'a plus d'autre choix que de se fondre dans la fédération PRL-FDF-MCC ou de quitter celle-ci.